



ENTRETIEN AVEC **Michel Chauvière**

Sociologue, directeur de recherche émérite
au CNRS

Vers l'ubérisation du travail social ?

Depuis plusieurs années, le sociologue Michel Chauvière alerte sur la marchandisation et la perte des valeurs initiales du secteur social.

Dans un nouveau rapport qui vient d'être publié, le comité des droits des personnes handicapées de l'ONU recommande à la France de fermer ses établissements médico-sociaux. Qu'en pensez-vous ?

La désinstitutionnalisation représente tout d'abord un terme censé remettre de l'ordre dans un système réputé peu rationnel, mal organisé et coûteux. Mais quand le comité évoque des lieux d'enfermement dans lesquels les personnes handicapées seraient soumises à des routines et des maltraitances, il nous trompe. Des dysfonctionnements de ce

La vague anti-institutionnelle d'aujourd'hui sert surtout des intérêts économiques

type ont pu exister dans le passé mais plus aujourd'hui. Une première vague de désinstitutionnalisation a déjà eu lieu dans les années 1970. Elle visait les très grosses institutions le plus souvent d'origine confessionnelle et les hôpitaux psychiatriques. C'était une révolte éthique. Or, la vague anti-institutionnelle d'aujourd'hui sert surtout des intérêts économiques. C'est l'aboutissement de l'offensive néo-libérale que connaît la France

depuis une vingtaine d'années. Ce qui prime sont des résultats sur lesquels on peut communiquer et une économie de production maîtrisée. On ne s'occupe plus des questions éthiques. On ne parle plus de clinique ou d'accompagnement. Nous sommes entrés dans une logique de produits, de prestations, de contrôle qualité, de performance.

Vous avez utilisé le terme de « marchandisation » du travail social. Qu'entendez-vous par là ?

Dans les années 2000, de plus en plus d'injonctions administratives nous ont habitués à raisonner en termes marchands. Au début, c'était encore peu visible. Beaucoup n'y croyaient pas et pensaient que le secteur allait résister. Mais avec la loi de 2002, le principe de l'évaluation a été généralisé. Tout euro engagé devait faire l'objet d'un appel à projet et d'une évaluation. Cette logique n'a fait que progresser ces dernières années. De réels marchés se sont ouverts, par exemple concernant les personnes âgées ou la protection, avec des conséquences parfois dramatiques. Nous assistons à une véritable ubérisation du travail social avec des pouvoirs publics qui font appel à des professionnels libéraux. En même temps que s'observe une prolétarisation des bas niveaux de quali-

fication. Or, nous avons besoin de travailleurs sociaux aguerris, créatifs et relativement indépendants plutôt que des vendeurs de techniques ajustées à de soi-disant besoins, selon des recommandations de bonnes pratiques.

L'objectif d'une société inclusive est pourtant louable, non ?

L'idée d'un droit à l'éducation pour tous reste évidemment incontestable. Mais à condition de donner à l'école les moyens de s'adapter aux situations les plus difficiles. Or, s'il existe des institutions spécialisées, c'est bien parce qu'il y a des enfants qui ne peuvent pas aller à l'école, car l'école ne sait pas les accueillir. La plupart de nos institutions sont des lieux de vie alternatifs qui, en réalité, pratiquent l'inclusion sans le dire depuis des années. Personne n'échappe à la question institutionnelle. Les équipes mobiles et plateformes de service restent, elles aussi, des institutions, tout comme l'école qui en est même l'une des plus importantes. Il faut accepter l'idée que certains enfants et adultes aient besoin d'un lieu en dehors de la famille ou de l'école pour être accompagnés vers la socialisation. C'est vrai que cela coûte cher, mais cela relève de notre devoir collectif de solidarité publique.

Propos recueillis par M.O.